

Convention de fourniture de papier de reprographie.

Lot 1 – Papier recyclé - code d'identification du marché (CIG)

Lot 2 – papier classique - code d'identification du marché (CIG)

ENTRE

la Società di Committenza della Regione Piemonte S.p.A., ayant son siège social à Turin, Corso Marconi n° 10, au capital social de 1 120 000,00 euros, intégralement versé, inscrite au registre des entreprises de la chambre de commerce de Turin sous le n° 09740180014, numéro de REA (répertoire économique administratif) 1077627 de Turin, numéro de TVA 09740180014, en la personne du conseiller délégué Luciano PONZETTI (ci-après également abrégée en « *S.C.R. – Piemonte S.p.A.* »),

ET

....., ayant son siège social à, Via n° ..., au capital social de euros, intégralement versé, inscrite au registre des entreprises de la chambre de commerce de sous le n°, numéro de REA MI-..... de, numéro de TVA, en la personne de, (ci-après également dénommée le « *fournisseur* »),

PRÉAMBULE

a) La loi régionale modifiée n° 19 du 6 août 2007 a créé la société S.C.R. - Piemonte S.p.A. comme centrale d'achat en application des articles 3 et 33 du décret législatif modifié 163/06.

b), par du, a lancé une procédure

c) par du, a prononcé l'attribution du/des lot/lots, à la société

d) Le fournisseur attributaire du ou des présents lots a présenté les documents exigés aux fins de la conclusion de la présente Convention, qui, même s'ils ne sont pas matériellement joints au présent acte, en forment partie intégrante et substantielle, y compris les cautionnements définitifs pour un montant de euros, contrat n°et de euros, contrat n°, délivrés par, en garantie de l'accomplissement des obligations contractuelles et a souscrit une police d'assurance appropriée pour sa responsabilité civile envers les tiers ainsi qu'une police d'assurance de sa responsabilité civile envers les salariés.

e) Le fournisseur attributaire a mis en place un centre d'appels conformément à l'article 5.2.1 du cahier des charges technique et a communiqué un numéro de téléphone, un numéro de télécopie dédié et une adresse électronique.

f) La présente Convention n'entraîne aucune obligation pour S.C.R. - Piémont S.p.A. à l'égard du fournisseur en dehors de celles qui lui sont expressément imposées, la présente Convention constituant les conditions générales du contrat conclu par les différentes administrations clientes à travers l'établissement du bon de commande de fourniture.

Ceci étant exposé, les parties représentées et élisant domicile comme indiqué ci-dessus

CONVIENNENT DE CE QUI SUIT.

ARTICLE 1 – PRÉAMBULE ET ANNEXES

1. Le préambule ci-dessus, les actes et les documents visés dans ledit préambule et dans le reste du présent acte, y compris l'avis de marché et le règlement d'appel d'offres, même s'ils n'y sont pas matériellement joints,

forment partie intégrante et substantielle de la Convention.

2. Font également partie intégrante et substantielle de la Convention, même s'ils n'y sont pas joints : le code éthique de conduite et le modèle d'organisation, de gestion et de contrôle en application du décret législatif 231/01 de S.C.R. – Piemonte S.p.A., le cahier des charges technique, l'offre économique, les fiches techniques de produits, le bon de commande de fourniture, le cautionnement définitif, la police d'assurance de responsabilité civile envers les tiers et la police d'assurance de responsabilité civile envers les salariés.

ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONVENTION ET MONTANT CONTRACTUEL

1. La présente Convention a pour objet la fourniture de papier classique écologique et de papier recyclé écologique en ramettes pour imprimantes, photocopieuses et télécopieurs, destiné aux personnes visées à l'article 3 de la loi régionale modifiée n° 19 du 6 août 2007 pour les montants maximaux suivants en euros :

LOT	MONTANT
Lot 1 – papier recyclé €
Lot 2 – papier classique €

plus la TVA et les frais de sécurité s'élevant à 0 (zéro) euro.

Plus précisément, dans le cadre de la présente Convention, les produits suivants peuvent être achetés :

A4 R80 – papier recyclé écologique de format A4 de grammage 80 g/m²,

A3 R80 – papier de format A3 recyclé écologique de grammage 80 g/m²,

A4 N80 – papier de format A4 classique écologique de grammage 80 g/m²,

A3 N80 – papier de format A3 classique écologique de grammage 80 g/m².

Les prix contractuels correspondant à une ramette de chaque type de papier, ajustés trimestriellement selon les modalités indiquées à l'article 7.2 du cahier des charges technique, sont indiqués à l'annexe 1 « Prix » à la présente Convention.

2. En même temps que la fourniture de papier, le fournisseur doit fournir les services indiqués ci-après, qui doivent être considérés comme associés et accessoires à la fourniture et, en conséquence, compris dans les prix offerts :

- livraison des produits en cartons ou en palettes selon ce qui est demandé par les administrations dans les bons de commande de fourniture,
- centre d'appels,
- reddition de comptes.

3. Le fournisseur s'engage irrévocablement envers les personnes visées à l'alinéa premier, à fournir du papier en ramettes dans les quantités et types demandés par les administrations clientes dans les bons de commande de fourniture, jusqu'à concurrence du montant maximum indiqué à l'alinéa premier.

Sauf convention contraire entre les parties, chaque administration doit commander, dans le cadre de chaque bon de commande de fourniture pour chaque point de livraison, un minimum de 15 cartons de papier de format A4 ou de 7 cartons de papier de format A3.

Lorsque les deux formats sont commandés pour le même point de livraison du bon de commande de fourniture, la commande minimale est de 7 cartons de format A4 et de 4 cartons de format A3.

La livraison en palettes est soumise à un minimum d'une unité et à un maximum de 19 unités.

Les montants dus au fournisseur par les administrations clientes en application des bons de commande de fourniture sont calculés hors TVA pour chaque type de produit demandé, d'après le prix unitaire correspondant offert dans la soumission, ajusté trimestriellement, et en fonction de la quantité et des modes de livraison, en cartons ou en palettes, demandés.

4. Le montant maximum indiqué à l'alinéa premier fixe la limite maximale pour l'acceptation des bons de commande de fourniture établis par les administrations clientes. En conséquence, dans la limite du montant maximum du ou des lots, le fournisseur doit procéder à la fourniture de papier écologique classique et/ou recyclé aux administrations clientes en fonction des besoins particuliers de chaque administration.

5. S.C.R. - Piemonte S.p.A. se réserve le droit de demander au fournisseur, aux mêmes prix et conditions, d'augmenter le montant maximum indiqué à l'alinéa premier jusqu'à concurrence d'un cinquième du montant du ou des lots, en application de l'article 106, alinéa 12, du décret législatif modifié 50/2016.

6. La présente fourniture devra être assurée selon les modalités et les conditions définies dans la présente Convention et dans le cahier des charges technique. Les différents contrats de fourniture entre chaque administration et le fournisseur sont régis par la présente Convention, par le cahier des charges technique et par les bons de commande de fourniture que chaque personne concernée devra envoyer au fournisseur pour bénéficier des prestations

prévues à la présente Convention.

7. La conclusion de la présente Convention n'oblige en aucune manière les administrations publiques, ni S.C.R.- Piemonte S.p.A. à acheter des quantités minimales ou prédéterminées de papier en ramettes, mais crée uniquement une obligation pour le fournisseur d'accepter et d'exécuter, jusqu'à concurrence du montant maximum prévu pour le lot, les bons de commande de fourniture établis par les administrations publiques qui ont recours à la présente Convention pendant sa période de validité.

ARTICLE 3 – DURÉE

La présente Convention entre en vigueur le et dure jusqu'au et, dans le seul cas où le montant maximum du lot ne serait pas épuisé à l'issue de ce délai, la Convention, à l'égard dudit lot, pourra être prorogée de jusqu'à un maximum de 6 (six) mois supplémentaires, par notification écrite au fournisseur adressée par S.C.R.- Piemonte S.p.A.

Les produits objet de la Convention peuvent être commandés par les administrations pendant toute sa durée.

Sans préjudice de la validité de la Convention et des différents contrats de fourniture passés pour l'application de la Convention, il ne sera plus possible d'appliquer la Convention une fois qu'aura été épuisé le montant maximum, augmenté le cas échéant, prévu pour le lot.

Le fournisseur doit garantir les services associés prévus à l'article 5 du cahier des charges technique.

ARTICLE 4 - MISE EN ŒUVRE DE LA FOURNITURE

1. Les différents contrats de fourniture sont conclus à tous les effets entre les administrations clientes et le fournisseur à travers l'établissement de bons

de commande de fourniture qui doivent être signés par une personne autorisée

à engager les dépenses de la collectivité et doivent mentionner expressément :

- la description du produit commandé (marque, format, type : recyclé ou classique) et la quantité correspondante,
- les modalités de livraison (en cartons ou en palettes),
- le lieu de livraison des produits,
- les coordonnées pour la facturation.

Les bons de commande de fourniture, signés par une personne autorisée à engager les dépenses de la collectivité, doivent être envoyés au fournisseur par télécopie ou par courrier électronique certifié (PEC).

2. Pour l'exécution de la fourniture du ou des produits, les administrations doivent établir un ou plusieurs bons de commande de fourniture, dans lesquels sont précisés : (i) les quantités de produits à livrer demandés, réparties par produit, (ii) les lieux de livraison, (iii) les références pour la facturation, (iiii) l'indication du directeur pour l'exécution du contrat (D.E.C.). Les bons de commande de fourniture, signés par une personne autorisée à engager les dépenses de la collectivité, doivent être envoyés au fournisseur par télécopie ou par courrier électronique certifié (PEC).

3. Pour l'exécution de la fourniture objet de chaque bon de commande, le fournisseur doit réaliser, sous sa responsabilité et à ses frais, les activités prévues au cahier des charges technique selon les modalités et dans les délais qui y sont prescrits, sous peine d'application des pénalités prévues à l'article 10 du cahier des charges technique.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS SPÉCIFIQUES DU FOURNISSEUR

Le fournisseur s'engage, outre ce qui est prévu dans les autres parties de la

Convention, à :

a) respecter le code éthique de conduite et le modèle d'organisation, de gestion et de contrôle en application du décret législatif 231/01 de S.C.R. –

Piemonte S.p.A.,

b) assister les administrations publiques dans l'établissement de tous les actes nécessaires à l'utilisation de la Convention,

c) garantir que la fourniture objet de la Convention soit réalisée conformément aux dispositions de la présente Convention, du cahier des charges technique et du bon de commande

de fourniture,

d) livrer les produits objet de la Convention selon les modalités indiquées à l'article 5.1 du cahier des charges technique,

et) effectuer les livraisons dans les lieux qui seront indiqués dans le plan de livraison du bon de commande de fourniture par chaque administration cliente, dans le respect des dispositions de la présente Convention,

f) procéder sous sa responsabilité et à ses frais à la récupération des produits livrés en excédent ou bien à la récupération et au remplacement des produits contestés pour anomalie dans la qualité, y compris à la suite d'un contrôle, selon les modalités indiquées aux articles 5.1.4 et 9 du cahier des charges technique,

g) assurer une assistance à la fourniture selon les modalités indiquées à l'article 5.2 du cahier des charges technique,

i) permettre à S.C.R. - Piemonte S.p.A. ainsi qu'aux administrations, pour ce qui relève de leur compétence respective, de procéder à tout moment, y compris sans préavis, aux contrôles de la bonne et entière exécution des

prestations objet des bons de commande de fourniture, ainsi qu'à prêter son concours pour permettre la réalisation de tels contrôles,

j) dédommager et exonérer de toute responsabilité S.C.R. - Piemonte S.p.A. ainsi que les administrations clientes en cas de prétentions que les tiers pourraient faire valoir en liaison avec les dommages résultant de l'utilisation des produits objet de la présente Convention ou bien en liaison avec les droits d'exclusivité revendiqués par des tiers.

ARTICLE 6 – TRANSPORT ET LIVRAISON

1. La livraison des produits correspondant à chaque bon de commande de fourniture doit être effectuée par le fournisseur selon les modalités et dans le respect des délais prévus à l'article 5.1.2 du cahier des charges technique.

2. Les administrations clientes commandent, au moyen des bons de commande de fourniture, les quantités et types de produits objet de la Convention en fonction de leurs besoins et en indiquent le lieu de livraison dans le plan de livraison.

3. La quantité de produits destinée à chaque point de livraison à l'intérieur du bon de commande de fourniture ne doit pas être inférieure aux volumes minimaux pouvant être commandés indiqués à l'article 5.1 du cahier des charges technique. Si la quantité des produits à livrer est inférieure aux volumes minimaux susmentionnés, le fournisseur est en droit d'effectuer la livraison des produits demandés, en adressant par écrit à l'administration un accusé de réception dans les délais prévus à l'alinéa 5.

4. À la suite de la réception du bon de commande de fourniture, le fournisseur s'engage à effectuer la livraison des produits et la prestation des services objet de la Convention dans les lieux indiqués dans le plan de livraison figurant

dans le bon de commande, dans le respect des dispositions de la présente Convention et en respectant les modalités et délais définis au cahier des charges technique.

5. Le fournisseur, dans les 2 (deux) jours ouvrés suivant la réception de chaque bon de commande de fourniture, doit en accuser réception auprès de l'administration en indiquant la date de livraison prévue, qui doit en toutes circonstances respecter les délais maximaux définis au cahier des charges technique.

6. En cas de bons de commande d'un montant cumulé inférieur à 5 000,00 euros et sauf le cas d'indisponibilité temporaire des produits pour rupture de stock visé à l'article 6.1 du cahier des charges technique, les livraisons partielles ne sont pas admises, sauf convention contraire entre les parties.

7. Les produits livrés doivent être conditionnés dans des emballages externes en carton composé à 100 % de fibres recyclées et doivent être facilement séparables, afin de faciliter les opérations de collecte séparée par les administrations.

ARTICLE 7 – INDISPONIBILITÉS ET ARRÊT DE PRODUCTION

1. Si le fournisseur, pendant la durée de validité de la Convention, n'est plus en mesure de garantir la livraison d'un ou plusieurs produits proposés à cause de leur indisponibilité temporaire pour rupture de stock, il doit procéder selon les modalités et les délais définis à l'article 6.1 du cahier des charges technique. À défaut, les éventuels manquements ou retards dans les livraisons donneront lieu à l'application des pénalités prévues à l'article 10 de la présente Convention, sans préjudice de la faculté de réclamer l'indemnisation d'un préjudice éventuellement supérieur.

2. Si, pendant la durée de validité de la Convention, le fournisseur n'est plus en mesure de garantir la livraison d'un ou plusieurs produits proposés en raison d'un « arrêt de production » desdits produits, il doit procéder ainsi qu'il est prévu à l'article 6.2 du cahier des charges technique. En cas de résultat négatif des contrôles relatifs aux produits proposés en remplacement, S.C.R. - Piemonte S.p.A. déclare la Convention résiliée, y compris partiellement.

ARTICLE 8 – OPÉRATIONS DE CONTRÔLE

S.C.R.- Piemonte S.p.A. se réserve le droit de contrôler à tout moment la bonne exécution de la présente Convention et des différents contrats de fourniture.

En particulier, pendant toute la durée de la présente Convention, S.C.R. – Piemonte S.p.A., y compris par l'intermédiaire de tiers mandatés par cette dernière, est en droit d'effectuer des contrôles en cours d'exécution, y compris aléatoires, de la conformité des caractéristiques techniques des produits livrés à celles offertes par le fournisseur dans la soumission et, en tout cas, de leur conformité aux exigences minimales indiquées au cahier des charges technique, selon les modalités définies à l'article 9 du cahier des charges technique.

Le même droit est reconnu aux différentes administrations clientes à l'occasion de l'exécution des bons de commande de fourniture.

ARTICLE 9 – PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT

1. Les prix contractuels dus au fournisseur par les administrations clientes en application des bons de commande de fourniture sont calculés sur la base des prix unitaires offerts suivants, hors TVA, selon les quantités demandées par l'administration concernée :

TYPE	PRIX UNITAIRE OFFERT par
	RAMETTE
A4R80 €
A3R80 €
A4N80 €
A3N80 €

Les prix contractuels sont également calculés par référence aux prix en vigueur à la date de réception des bons de commande de fourniture, ajustés selon les modalités indiquées aux alinéas 3 et 4. Lesdits prix sont indiqués à l'annexe 1 « Prix » à la présente Convention.

2. Les prix contractuels comprennent également, outre la fourniture des produits, la prestation des services associés définis au cahier des charges technique et dans le présent acte.

3. À la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, les prix indiqués à l'annexe 1 correspondent aux prix offerts par le fournisseur dans la soumission, ajustés pour tenir compte des variations des prix relevées par la chambre de commerce de Milan au cours de la période écoulée entre le mois de la publication au JOUE de l'avis correspondant au présent marché et le mois de l'entrée en vigueur de la Convention, selon les modalités indiquées à l'article 7.1 du cahier des charges technique.

4. À compter de la date d'entrée en vigueur, les prix indiqués à l'annexe 1 sont ajustés à une fréquence trimestrielle pendant toute la durée de la Convention, y compris en cas de prorogation, selon les modalités indiquées à l'article 7.2 du cahier des charges technique.

5. En cas de demande de livraison en palettes, un pourcentage d'escompte fixe de 4 % est appliqué au prix par ramette indiqué à l'annexe 1 « Prix » pour chaque type de produit et ajusté trimestriellement.

6. Pour les prestations objet de la présente Convention, les montants dus au fournisseur par les différentes administrations clientes sont réglés sur présentation d'une facture en bonne et due forme à la suite de la livraison dûment attestée par le « procès-verbal de livraison » prévu à l'article 5.1.3 du cahier des charges technique.

7. Lesdits montants sont facturés et sont réglés par les administrations clientes selon les règles en vigueur en la matière.

Les montants susmentionnés sont réglés par les administrations clientes selon les règles en vigueur en matière de comptabilité des administrations clientes et après constatation préalable des prestations réalisées. Chaque facture doit être envoyée sous une forme électronique dans le respect des modalités prévues par la loi modifiée 244/2007, article 1, alinéas 209 à 214. Pour les personnes non soumises au respect des dispositions réglementaires susmentionnées, il est également possible de transmettre les factures par courrier à l'adresse de l'administration cliente, par télécopie au numéro indiqué dans le bon de commande de fourniture ou par courrier électronique, notamment certifié (PEC).

Les montants susmentionnés doivent être réglés dans les délais indiqués à l'article 4, alinéa 2, du décret législatif 231/2002 (article remplacé par l'article 1, alinéa 1, d) du décret législatif 192/2012).

Les délais indiqués dans le texte réglementaire ci-dessus sont doublés :

a) pour les entreprises publiques qui sont tenues au respect des exigences

de transparence visées au décret législatif n° 333 du 11 novembre 2003,

b) pour les établissements publics qui fournissent des soins de santé et qui ont été dûment agréés à cette fin.

Le fournisseur attributaire veille au plein respect de toutes les obligations de traçabilité financière prévues par la loi n° 136 du 13/8/2010.

En particulier, les paiements en application de la présente Convention sont effectués au moyen de comptes courants dédiés (y compris de manière non exclusive) ouverts auprès de :

-,

-,

Les coordonnées et le numéro d'identification fiscal de la personne habilitée à réaliser les opérations sur lesdits comptes sont : C.F.,

8. Le fournisseur, en cas de retard de paiement des montants dus excédant 60 (soixante) jours par rapport aux délais définis à l'alinéa 7, après notification écrite par lettre recommandée à l'administration publique défaillante, peut suspendre les prestations contractuelles correspondant à de nouveaux bons de commande de fourniture émis par ladite administration défaillante.

9. Le paiement de chaque facture est subordonné au versement des contributions sociales et fiscales dues par le fournisseur attesté par une copie du document unique de régularité de versement des contributions sociales et fiscales (D.U.R.C.). en cours de validité.

10. Si le paiement de la prestation n'est pas effectué, pour une cause imputable à l'administration défaillante, dans le délai prévu à l'alinéa 7, les intérêts de retard du montant prévu à l'article 5 du décret législatif 231/2002

(article remplacé par l'article 1, alinéa 1, e) du décret législatif 192/2012) sont dues à compter du lendemain de la date d'expiration du délai de paiement.

ARTICLE 10 – PÉNALITÉS

1. Hormis en cas de force majeure (c'est-à-dire en cas d'événements imprévisibles ou exceptionnels à l'égard desquels le fournisseur attributaire n'aura pas négligé de prendre les précautions normales compte tenu de l'importance et de la spécificité des prestations et n'aura pas omis d'adresser une notification en temps utile à l'administration cliente) ou de situation imputable à l'administration, lorsque les délais prévus au cahier des charges ne sont pas respectés, l'administration cliente concernée peut appliquer les pénalités indiquées ci-après :

a) En cas de manquement ou de retard dans la notification de l'accusé de réception et de la date de livraison (article 5.1.2 du cahier des charges techniques) ou de l'indisponibilité momentanée des produits (article 6.1 du cahier des charges technique) par rapport au délai maximum prévu, l'administration applique au fournisseur une pénalité égale à 1 pour mille de la valeur du bon de commande pour chaque jour ouvré de retard, sans préjudice de la faculté de réclamer l'indemnisation d'un préjudice éventuellement supérieur. Si le manquement ou le retard se prolonge au-delà des délais prévus au tableau 3 de l'article 5.1.2 du cahier des charges technique, la pénalité prévue au b) ci-après est appliquée pour chaque jour ouvré de retard au-delà des délais maximaux définis pour la livraison.

b) Pour chaque jour ouvré de retard dans la livraison des produits par rapport aux délais maximaux prévus à l'article 5.1.2 du cahier des charges technique, la pénalité est fixée à 1 pour mille de la valeur du bon de commande en retard,

sans préjudice de la faculté de réclamer l'indemnisation d'un préjudice éventuellement supérieur.

c) En cas de manquement ou de retard dans la récupération des produits livrés en excédent ou bien dans la récupération et le remplacement des produits contestés pour anomalie dans la qualité (article 5.1.4 du cahier des charges technique), ainsi qu'à la suite d'un contrôle (article 9 du cahier des charges technique), la pénalité est fixée à 1 pour mille de la valeur de la fourniture objet du manquement ou du retard, sans préjudice de la faculté de réclamer l'indemnisation d'un préjudice éventuellement supérieur.

2. En cas d'indisponibilité du service d'assistance technique (article 5.2.1 du cahier des charges technique) non imputable à S.C.R. - Piemonte S.p.A. ni à un cas de force majeure ou à une situation fortuite, pendant plus de 3 (trois) jours ouvrés, le fournisseur est tenu de verser à S.C.R. - Piemonte S.p.A. une pénalité de 0,3 pour mille de la valeur de la Convention pour chaque jour d'indisponibilité au-delà du délai maximum, sans préjudice de la faculté de réclamer l'indemnisation d'un préjudice éventuellement supérieur.

3. Si les rapports trimestriels prévus à l'article 8 du cahier des charges technique ne sont pas communiqués dans le délai imparti, S.C.R. est en droit d'appliquer une pénalité de 0,3 pour mille de la valeur de la Convention pour chaque jour ouvré de retard.

ARTICLE 11 – PROCÉDURE DE CONTESTATION DES MANQUEMENTS ET D'APPLICATION DES PÉNALITÉS

1. Les éventuels manquements contractuels donnant lieu à l'application des pénalités prévues à l'article 10, alinéa premier, doivent être notifiés par écrit au fournisseur par l'administration cliente concernée et doivent être portés par

cette dernière, pour information, à la connaissance de S.C.R. - Piemonte

S.p.A.

Dans un tel cas, le fournisseur peut adresser une contestation écrite à l'administration cliente dans un délai maximum de 5 (cinq) jours ouvrés suivant la réception de ladite notification.

Si les contestations susmentionnées ne parviennent pas à l'administration dans le délai indiqué ou si, bien que parvenues en temps utile, elles ne sont pas de nature, de l'avis de ladite administration, à justifier l'inexécution, les pénalités définies à l'article 10, alinéa premier, peuvent être appliquées au fournisseur à compter du début du manquement.

2. Les éventuels manquements contractuels donnant lieu à l'application des pénalités prévues à l'article 10, alinéas 2 et 3, doivent être notifiés par écrit par S.C.R - Piemonte S.p.A. au fournisseur.

Dans un tel cas, le fournisseur peut adresser une contestation écrite à S.C.R. – Piemonte S.p.A. dans un délai maximum de 5 (cinq) jours ouvrés suivant la réception de ladite notification.

Si les contestations susmentionnées ne parviennent pas à S.C.R. - Piemonte S.p.A. dans le délai indiqué ou si, bien que parvenues en temps utile, elles ne sont pas de nature, de l'avis de ladite administration, à justifier l'inexécution, les pénalités définies à l'article 10, alinéas 2 et 3, peuvent être appliquées au fournisseur à compter du début du manquement.

3. Les administrations clientes peuvent compenser les créances résultant de l'application des pénalités avec les sommes dues au fournisseur à un titre quelconque, y compris donc avec les montants échus ou bien, à défaut, les administrations clientes peuvent mettre en jeu le cautionnement accordé à

S.C.R. – Piemonte S.p.A. prévu à l'article suivant sans qu'il soit besoin de mise en demeure, de constatation ultérieure ou d'une procédure judiciaire.

4. Chaque administration cliente peut appliquer au fournisseur les pénalités prévues à l'article 10, alinéa premier, jusqu'à concurrence de 10 % (dix pour cent) de la valeur de son propre contrat de fourniture. En toutes circonstances, l'application des pénalités prévues à la présente Convention ne fait pas obstacle au droit des différentes administrations clientes à réclamer l'indemnisation des éventuels préjudices supérieurs.

5. S.C.R. - Piemonte S.p.A. peut appliquer au fournisseur les pénalités prévues à l'article 10, alinéas 2 et 3, jusqu'à concurrence de 10 % (dix pour cent) du montant maximum total du lot, sans préjudice de la faculté de réclamer l'indemnisation des éventuels préjudices supérieurs. Pour la détermination du plafond de 10 %, S.C.R. - Piemonte S.p.A. tient également compte des pénalités appliquées par les différentes administrations clientes qui auront été dûment notifiées et attestées.

6. La demande et/ou le paiement des pénalités définies dans la Convention ne saurait en aucun cas exonérer le fournisseur de l'accomplissement de l'obligation à laquelle il a manqué et qui a fait naître l'obligation de paiement de telles pénalités.

ARTICLE 12 – GARANTIES

1. Le fournisseur a fourni, en garantie du respect scrupuleux des obligations assumées, un cautionnement définitif, sous les formes autorisées par la loi, d'un montant de euros, contrat n° et de euros, contrat n°, délivrés par

À l'égard de la libération et de la quantification du cautionnement, il convient

d'appliquer les dispositions de l'article 103 du décret législatif modifié 50/2016.

Le cautionnement prévoit la renonciation au bénéfice de discussion préalable des biens du débiteur principal, la renonciation à l'exception prévue à l'article 1957, alinéa 2, du Code civil, ainsi que la mise en jeu de la garantie correspondante dans les quinze jours, sur simple demande de S.C.R. - Piemonte S.p.A. Ledit cautionnement s'étend à tous les accessoires de la dette principale, en garantie du respect scrupuleux de toutes les obligations nées de la Convention et de l'exécution des différents bons de commande de fourniture, y compris les obligations futures, au sens et pour les effets de l'article 1944 du Code civil.

2. Le cautionnement accordé garantit toutes les obligations spécifiques assumées par le fournisseur, y compris celles pour lesquelles est prévue l'application de pénalités. SCR Piemonte S.p.A. est donc en droit de mettre directement en jeu le cautionnement, y compris à l'égard des manquements entraînant l'application des pénalités.

3. La garantie s'applique, en faveur de S.C.R. - Piémont S.p.A., à compter de l'entrée en vigueur du contrat de fourniture et, en faveur des administrations clientes, à compter de la réception des bons de commande de fourniture.

4. La garantie s'applique pendant toute la durée de la Convention et, en tout cas, jusqu'à l'exécution intégrale et scrupuleuse des obligations nées des contrats de fourniture et sera libérée, selon les modalités et aux conditions indiquées ci-après, après déduction des éventuelles créances des administrations clientes et/ou de S.C.R. - Piémont S.p.a. envers le fournisseur, une fois que les obligations contractuelles auront été pleinement et

scrupuleusement exécutées et que lesdits délais auront expiré. En particulier, la garantie est progressivement libérée à proportion de l'avancement de l'exécution, dans la limite maximale de 80 pour cent du montant garanti initial conformément aux dispositions de l'article 103 du décret législatif modifié n° 50/2016, sous réserve de la remise préalable par le fournisseur à l'établissement garant, d'un document attestant de l'état d'exécution des prestations contractuelles.

Le montant résiduel de 20 % du montant garanti initial est libéré à la date de l'établissement du certificat de bonne exécution délivré par S.C.R. - Piemonte S.p.A.

5. En toutes circonstances, le garant n'est libéré de la garantie accordée que sous réserve du consentement préalable formulé par écrit par S.C.R. - Piemonte S.p.A.

6. Si le montant de la garantie accordée devait être réduit par l'effet de l'application de pénalités ou pour toute autre raison, le fournisseur devra procéder à sa reconstitution dans le délai de 10 (dix) jours ouvrés suivant la réception de la demande à cet effet présentée par S.C.R. - Piemonte S.p.A.

7. En cas de manquement aux obligations prévues au présent article, S.C.R. - Piemonte S.p.A. est en droit de déclarer la Convention résiliée pour le lot, sans préjudice de son droit à l'indemnisation du préjudice subi.

8. Le fournisseur a présenté une police d'assurance de responsabilité civile envers les tiers pour toute la durée de la Convention avec un plafond de garantie de Euros, sans préjudice de la responsabilité intégrale du fournisseur même pour des dommages éventuellement non garantis par ladite police ou pour des dommages excédant les plafonds de garantie.

9. Le fournisseur a présenté une police d'assurance de responsabilité civile envers les salariés pour toute la durée de la Convention avec un plafond de garantie de euros, avec un sous-plafond par salarié de euros, étant entendu que l'indemnisation des éventuels dommages qui, pour quelque motif que ce soit, ne seraient pas garantis par ladite police d'assurance restera en toutes circonstances à la charge exclusive du fournisseur.

ARTICLE 13 – CLAUSE RÉSOLUTOIRE EXPRESSE

1. Outre les cas prévus d'une manière générale à l'article 1453 du Code civil et les hypothèses spécifiques prévues au cahier des charges technique pour les cas de manquement aux obligations contractuelles, les cas suivants constituent des motifs de résiliation du contrat au sens de l'article 1456 du Code civil :

- application de pénalités dont le montant cumulé excède 10 % du montant du contrat ;
- constatation d'au moins trois résultats négatifs à la suite de contrôles effectués sur la qualité des produits en application de l'article 9 du cahier des charges technique ;
- en cas de fraude, à quelque titre que ce soit, de la part de l'entreprise dans l'exécution des prestations qui lui sont confiées ;
- en cas de suspension injustifiée du service ;
- en cas de sous-traitance non autorisée ;
- en cas de cession de tout ou partie du contrat ;
- en cas de faillite ou d'autres procédures d'insolvabilité ;
- en cas de manquement aux obligations de versement de salaires et de cotisations sociales prévues par les conventions collectives en vigueur ;
- constatation de quelque manière que ce soit de transactions relatives au

présent marché exécutées en violation de l'article 3 de la loi 136/2010 ;

- défaut de reconstitution des cautionnements éventuellement mis en jeu avant l'expiration du délai de 10 (dix) jours ouvrés suivant la réception d'une demande à cet effet de la part de S.C.R. - Piemonte S.p.A.

Dans les cas expressément mentionnés ci-dessus, la Convention ou une partie de celle-ci est résiliée de plein droit à la suite de la notification effectuée par S.C.R. - Piemonte

S.p.A.

2. Le cas spécifique d'un retard dans la livraison de plus de 10 (dix) jours par rapport aux délais maximaux prévus à l'article 5.1.2 du cahier des charges technique constitue un motif de résiliation de chaque contrat ou commande de fourniture individuel en application de l'article 1456 du Code civil. Cette résiliation de plein droit prend effet à la suite de la notification effectuée par chaque administration cliente et s'applique de façon limitée au seul bon de commande de fourniture pour lequel

le retard a été constaté. S.C.R. - Piemonte S.p.A. est en droit de résilier de plein droit la Convention ou une partie de celle-ci dans un tel cas spécifique de résiliation si

le retard dans la livraison de plus de 10 (dix) jours par rapport aux délais impartis a concerné plus de 50 % du total des bons de commande.

3. Dans tous les cas de résiliation, S.C.R - Piemonte S.p.A. est en droit de mettre respectivement en jeu le cautionnement accordé pour le montant total du cautionnement ou pour une part du cautionnement proportionnelle au montant du ou des contrats de fourniture résiliés. S'il n'est pas possible de mettre en jeu le cautionnement, il est appliqué une pénalité d'un montant

équivalent qui est notifiée au fournisseur par lettre recommandée avec AR. En toutes circonstances, S.C.R. Piemonte S.p.A. conserve le droit à l'indemnisation de tout préjudice supérieur.

4. Les cas énumérés aux points précédents sont notifiés au fournisseur par écrit par S.C.R. - Piemonte S.p.A. préalablement ou de façon concomitante à la déclaration d'exercice de la clause résolutoire prévue au présent article.

5. Ni l'absence éventuelle de notifications en application de la clause prévue au présent article, ni des manquements antérieurs pour lesquels S.C.R. - Piemonte S.p.A. n'aura pas jugé bon d'avoir recours à la clause prévue au présent article, ni des actes de pure marge de tolérance à l'égard de manquements du fournisseur de quelque nature que ce soit ne sauraient valoir renonciation à invoquer ladite clause.

6. En cas de résiliation, S.C.R. - Piemonte S.p.A. se réserve tout droit à indemnisation des dommages subis et, en particulier, se réserve le droit d'exiger du fournisseur le remboursement des frais éventuels excédant ceux qu'il aurait exposés si la fourniture avait été assurée correctement.

ARTICLE 14 – SOUS-TRAITANCE

1. Il est interdit de sous-traiter les prestations objet du présent marché.

2. Pour tout ce qui n'est pas prévu, il convient d'appliquer les dispositions de l'article 105 du décret législatif modifié n° 50/2016.

ARTICLE 15 – INTERDICTION DE CESSIION DU CONTRAT ET RÉGIME DE CESSIION DES CRÉANCES

1. Il est fait interdiction absolue au fournisseur de céder, à quelque titre que ce soit, la Convention et/ou les différents bons de commande de fourniture, à peine de nullité d'une telle cession.

2. En cas de manquement du fournisseur aux obligations prévues au présent article, les administrations clientes et S.C.R. - Piemonte S.p.A., sans préjudice du droit à l'indemnisation des dommages, sont en droit de déclarer respectivement résilié de plein droit le bon de commande de fourniture et la Convention.

3. La cession des créances est régie par l'article 106 du décret législatif modifié 50/2016. Il est précisé que les cessionnaires des créances sont eux aussi tenus au respect des règles prévues par la loi 136/2010, et sont donc tenus de mentionner le code d'identification du marché (CIG) et d'effectuer les paiements à l'opérateur économique cédant au moyen de modes de paiement permettant la totale traçabilité sur les comptes courants dédiés.

ARTICLE 16 – BREVETS INDUSTRIELS ET DROITS D'AUTEUR

1. Le fournisseur assume toute responsabilité liée à l'utilisation de dispositifs ou à l'adoption de solutions techniques ou d'autre nature enfreignant les droits de brevet, les d'auteur et, d'une manière générale, les droits de propriété intellectuelle d'autrui.

2. Si des tiers intentent une action en justice contre les administrations clientes en se prévalant de droits sur les biens achetés, le fournisseur s'engage à dédommager et exonérer de toute responsabilité les administrations clientes, en prenant à sa charge tous les frais consécutifs, y compris les dommages et intérêts dus aux tiers, les frais de justice et d'avocat à la charge desdites administrations clientes et/ou de S.C.R. - Piemonte S.p.A.

3. Les administrations clientes s'engagent à aviser sans délai le fournisseur des actions en justice visées à l'alinéa précédent. En cas de défense conjointe, le fournisseur accorde auxdites administrations clientes le droit de désigner

leur propre avocat de confiance pour assister le défenseur choisi par le fournisseur.

ARTICLE 17 – RESPONSABLE DE LA FOURNITURE

M., responsable de la fourniture, désigné par le fournisseur pour l'exécution de la présente Convention, est le référent responsable pour les administrations clientes et S.C.R. - Piemonte S.p.A., pour ce qui relève de la compétence du fournisseur. Il est, en conséquence, habilité à représenter le fournisseur à tous effets.

ARTICLE 18 - DIRECTEUR DE L'EXÉCUTION DU CONTRAT

1. Chaque administration cliente désigne, dans le bon de commande de fourniture annexé à la présente Convention, le « directeur de l'exécution du contrat » (D.E.C.), chargé, en application de l'article 101 du décret législatif modifié 50/2016 de contrôler la bonne exécution de chaque contrat de fourniture et d'émettre un avis favorable sur la réalisation de la fourniture aux fins du paiement des factures et de l'application des pénalités.

2. Le directeur de l'exécution du contrat doit également se concerter avec S.C.R. - Piemonte S.p.A. pour garantir les contrôles prévus aux articles 10, 13 et 15 de la présente Convention et pour la libération du cautionnement définitif prévue à l'article 12, alinéa 4, de la présente Convention.

3. Le directeur de l'exécution du contrat doit envoyer à S.C.R. - Piemonte S.p.A., dans les 30 (trente) jours civils suivant l'échéance de la Convention, le certificat de bonne exécution de la fourniture concernée.

ARTICLE 19 - PROTECTION ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

Le fournisseur doit respecter les dispositions des conventions collectives, ainsi que des lois et règlements relatifs à la protection en matière de sécurité et de

santé des travailleurs.

Toutes les opérations prévues doivent être réalisées dans le plein respect de toutes les règles en vigueur, notamment du décret législatif 81/2008 en matière de prévention des accidents du travail et d'hygiène du travail et en tout état de cause dans des conditions permanentes de sécurité et d'hygiène.

Le fournisseur doit, en conséquence, respecter et faire respecter par ses salariés présents sur les lieux où s'effectue la prestation, en tenant notamment compte des caractéristiques et de la destination desdits lieux, toutes les règles susmentionnées, en signalant, le cas échéant, mesures complémentaires applicables pour la prévention des risques existant dans les lieux d'exécution de la fourniture.

Concernant les frais de sécurité, le pouvoir adjudicateur les a évalués à zéro euro. Il incombe, toutefois, aux administrations clientes d'évaluer, lors de l'émission du bon de commande de fourniture, s'il existe ou non des risques d'interférence liés aux prestations objet d'un contrat de fourniture déterminé qui n'étaient pas prévisibles au moment de la publication de la présente procédure.

En conséquence, lorsque l'administration considère que de tels risques d'interférence existent, elle doit quantifier les frais de sécurité correspondants et établir le « document unique d'évaluation des risques » (dit D.U.V.R.I.), qui sera annexé au bon de commande de fourniture comme partie intégrante dudit bon de commande.

Un tel D.U.V.R.I., signé pour acceptation par le fournisseur attributaire, complètera les documents contractuels. Aux fins de la détermination des risques spécifiques d'interférence, il convient de faire référence, lorsque c'est

possible, au tarif régional en vigueur. Dans le cas contraire, des analyses de prix spécifiques doivent être réalisées sur la base d'études de marché.

ARTICLE 20 – TRAITEMENT DES DONNÉES

1. Les parties s'engagent à réaliser le traitement des données conformément aux principes de loyauté, licéité et transparence dans le plein respect du décret législatif modifié n° 196/2003, déjà cité, c'est-à-dire dans le respect du « code en matière de protection des données à caractère personnel » et du règlement UE 2016/679 « RGPD - règlement général sur la protection des données » européen, avec une attention particulière aux dispositions relatives aux mesures minimales de sécurité à mettre en œuvre.

2. Les parties déclarent que les données à caractère personnel fournies avec la présente Convention sont exactes et correspondent à la réalité et les parties s'exonèrent réciproquement de toute responsabilité pour les erreurs matérielles de saisie ou pour les erreurs résultant d'une insertion erronée desdites données dans les fichiers électroniques et les fichiers sur papier. La personne concernée a le droit de demander aux responsables du traitement l'accès aux données à caractère personnel et leur rectification ou leur effacement, la limitation du traitement des données à caractère personnel la concernant et de s'opposer à leur traitement. Elle a également le droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle.

Les données seront conservées pendant la durée du traitement dans les délais définis par la réglementation du secteur.

3. S.C.R. - Piemonte S.p.A. traite les données relatives à la Convention et à son exécution, ainsi que les données relatives aux différents bons de commande de fourniture pour la gestion de la Convention et pour son

exécution économique et administrative, pour l'accomplissement des obligations légales liées à la Convention, ainsi qu'à des fins d'étude et de statistiques et, en particulier, pour les finalités liées au suivi des consommations et au contrôle des dépenses, ainsi que pour l'analyse des économies supplémentaires pouvant être réalisées. Plus précisément, S.C.R. - Piemonte S.p.A. collecte et traite dans ce cadre les données relatives aux administrations et au fournisseur attributaire.

Les données sont également traitées par le responsable du traitement, par les préposés, par les responsables désignés et par les établissements publics et privés participant au traitement, pour des finalités uniquement liées à la procédure d'attribution du marché, ainsi que pour satisfaire aux obligations juridiques auxquelles sont soumis les responsables du traitement en application de l'article 6, alinéa 1, b) et c), du règlement UE 2016/679.

4. Les administrations clientes appliquant la Convention consentent au traitement par S.C.R. - Piemonte S.p.A. des données à caractère personnel qui lui sont envoyées pour information, pour les finalités liées à l'exécution et au suivi de la Convention et des différents contrats passés en application de la Convention. Simultanément, le fournisseur consent, pour les mêmes finalités, au traitement des données personnelles envoyées pour information à S.C.R. - Piemonte S.p.A. par les administrations lors de la phase d'établissement du bon de commande de fourniture.

5. Les données peuvent être éventuellement traitées, pour des opérations utiles aux finalités indiquées, par des personnes privées et publiques auxquelles les responsables du traitement pourront avoir recours comme sous-traitants, ainsi que par des personnes publiques si cela apparaît nécessaire au respect

d'éventuelles obligations juridiques, sous réserve du respect, en toutes circonstances, de la réglementation en vigueur en matière de protection des données à caractère personnel.

6. Le responsable du traitement est S.C.R. Piemonte S.p.A., en sa qualité de pouvoir adjudicateur, qui peut être contacté aux coordonnées suivantes :
téléphone : 011/6548300, adresse électronique : presidenza@scr.piemonte.it,
pec : presidenza@cert.piemonte.it.

Le délégué à la protection des données du pouvoir adjudicateur peut être contacté à l'adresse électronique : rpd@scr.piemonte.it

7. Dans le cadre des différents contrats d'application qui seront conclus sur la base des dispositions de la présente Convention, les administrations clientes et le fournisseur s'engagent à faire le nécessaire pour assurer le respect mutuel des droits et obligations résultant des dispositions du décret législatif modifié n° 196/2003 et du règlement UE 2016/679.

ARTICLE 21 - FRAIS CONTRACTUELS

Les frais relatifs à l'établissement de la Convention, au timbre et, le cas échéant, à un éventuel enregistrement sont à la charge exclusive du fournisseur.

ARTICLE 22 – RÈGLES APPLICABLES

1. La fourniture objet du marché est régie par la présente Convention, par les actes, les documents et les règles auxquels elle fait référence, ainsi que par le cahier des charges technique.

2. La présente fourniture est également régie par les lois et règlements du secteur et par toutes les dispositions réglementaires visées dans les définitions de la présente Convention et les annexes correspondantes.

ARTICLE 23 - JURIDICTION COMPÉTENTE

Tout différend relatif à l'interprétation, à l'exécution, à la validité ou à l'opposabilité de la présente Convention ou relatif aux différents contrats de fourniture est de la compétence exclusive des tribunaux de Turin.

ARTICLE 24 - CODE ÉTHIQUE DE CONDUITE ET MODÈLE D'ORGANISATION, DE GESTION ET DE CONTRÔLE EN APPLICATION DU DÉCRET LÉGISLATIF 231/01

Le fournisseur déclare avoir pris connaissance sur le site www.scr.piemonte.it et accepter la teneur du code éthique de conduite, se soumettre à l'obligation de respecter ses dispositions et s'engager à s'abstenir de tous comportements de nature à constituer les infractions visées au décret législatif n° 231 du 8 juin 2001 ou, d'une manière générale, contraires à la loi n° 190/2012.

Le non-respect de ces obligations par le fournisseur serait considéré par S.C.R. - Piemonte S.p.A. comme un grave manquement et un motif éventuel de résiliation de la convention en application de l'article 1662 du Code civil et lui donnerait droit à la réparation des dommages subis.

ARTICLE 25 – CLAUSE FINALE

1. La nullité ou l'inopposabilité éventuelle de l'une des clauses de la Convention et/ou des bons de commande de fourniture ne saurait remettre en cause la validité ou l'opposabilité desdits actes dans leur ensemble.

2. Aucune omission, ni aucun retard de la part de S.C.R. - Piemonte S.p.A. et/ou des administrations clientes dans l'exigence du respect de la Convention ou des différents bons de commande de fourniture (ou d'une partie de la Convention ou desdits bons de commande) ne saurait en aucun cas valoir renonciation aux droits dont disposent lesdites parties et que celles-ci se

réservent en toutes circonstances de faire valoir dans les limites de la prescription.

Lu, confirmé et signé.

S.C.R. - PIEMONTE S.p.A.

Document informatique signé numériquement en application du texte coordonné par décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000, du décret législatif n° 82 du 7 mars 2005 et des dispositions connexes.

LE FOURNISSEUR

Document informatique signé numériquement en application du texte coordonné par décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000, du décret législatif n° 82 du 7 mars 2005 et des dispositions connexes.

* * * * *

Le fournisseur déclare avoir une connaissance détaillée et parfaite de toutes les clauses contractuelles et des documents et actes auxquelles elles font référence au sens et pour les effets des articles 1341 et 1342 du code civil, déclare également accepter toutes les conditions et conventions qu'elles contiennent et avoir examiné tout particulièrement les dispositions et conventions des clauses correspondantes, plus particulièrement, déclare approuver expressément les clauses et conditions des articles 2, 3, 5, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 25.

LE FOURNISSEUR

Document informatique signé numériquement en application du texte coordonné par décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000, du décret législatif n° 82 du 7

mars 2005 et des dispositions connexes.